



CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Dossier consolidé

Projet de loi 6011A

Projet de loi portant modification de l'article 80 de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la Comptabilité et la Trésorerie de l'Etat

Date de dépôt : Date inconnue

Liste des documents

Date	Description	Nom du document	Page
15-06-2009	Résumé du dossier	Résumé	<u>3</u>
23-04-2009	Rapport de commission(s) : Commission des Finances et du Budget Rapporteur(s) : Monsieur Laurent Mosar	6011A/01	<u>5</u>
19-05-2009	Dispense du second vote constitutionnel par le Conseil d'Etat (19-05-2009) Evacué par dispense du second vote (19-05-2009)	6011A/02	<u>13</u>
13-05-2009	Approbation des procédures à suivre en matière de préparation et de présentation de nouveaux projets d'infrastructure et de projets d'infrastructure ferroviaire	Document écrit de dépôt	<u>16</u>
04-06-2009	Publié au Mémorial A n°122 en page 1744	6003,6004,6006,6007,6008,6009,6010,6011A,6011B,6012	<u>20</u>

Résumé

Projet de loi

portant modification de l'article 80 de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'Etat

Le présent projet de loi fait partie du plan de relance de l'économie du Gouvernement en vue de faire face à la crise économique et de contribuer au redressement de l'économie nationale.

Le projet de loi sous rubrique a pour objet d'augmenter le seuil défini à l'article 80 paragraphe (1) de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'Etat d'un montant de 7.500.000 euros respectivement de 15.000.000 euros à un montant de 40.000.000 euros. En ce qui concerne le paragraphe (2) de l'article 80, la valeur «503,26» de l'indice des prix annuel à la construction est remplacée par la valeur «669,88» qui correspond à l'indice annuel des prix à la construction de l'année 2008.

En pratique, il s'est avéré que les seuils actuellement applicables sont relativement bas en ce qui concerne les projets de construction. L'on peut estimer que chaque nouvelle construction d'envergure moyenne de l'Etat nécessite le vote d'une loi d'autorisation, et même maintes rénovations et réhabilitations de constructions doivent passer par la procédure législative.

Il convient de noter par ailleurs que toutes les dépenses de l'Etat figurent déjà dans les lois annuelles concernant le budget des recettes et dépenses de l'Etat, que ce soit dans le corps de texte lui-même ou dans les annexes sous forme de tableaux pluriannuels, et font donc l'objet d'une autorisation par le biais de ces lois.

Il est partant indiqué de prévoir les lois spéciales de financement uniquement pour des dépenses de très grande envergure (par exemple la construction d'un lycée), qui doivent évidemment faire l'objet de discussions approfondies.

Le relèvement des différents seuils à 40.000.000 euros permet ainsi de simplifier et d'accélérer la mise en chantier de bon nombre de projets d'investissements publics qui ne nécessitent dorénavant plus le vote par la Chambre des Députés d'une loi spéciale d'autorisation.

6011A/01

N° 6011A¹**CHAMBRE DES DEPUTES**

Session ordinaire 2008-2009

PROJET DE LOI**portant modification de l'article 80 de la loi modifiée du 8 juin 1999
sur le budget, la Comptabilité et la Trésorerie de l'Etat**

* * *

**RAPPORT DE LA COMMISSION DES FINANCES
ET DU BUDGET**

(23.4.2009)

La Commission se compose de: M. Laurent MOSAR, Président-Rapporteur; MM. François BAUSCH, Ben FAYOT, Gaston GIBERYEN, Charles GOERENS, Norbert HAUPERT, Claude MEISCH, Mme Lydia MUTSCH, MM. Roger NEGRI, Lucien THIEL et Michel WOLTER, Membres.

*

1. ANTECEDENTS

Le projet de loi sous rubrique a été déposé le 11 mars 2009 par Monsieur le Ministre d'Etat. Le projet était accompagné d'un exposé des motifs, du texte du projet de loi et d'un commentaire des articles.

Le projet de loi a été avisé par la Chambre des Fonctionnaires et Employés publics le 16 mars 2009, la Chambre des Métiers le 20 mars 2009. La Chambre de Commerce a également avisé le projet de loi le 20 mars 2009. La Chambre des Salariés a avisé le projet le 2 avril 2009. Le Conseil d'Etat a rendu son avis le 31 mars 2009.

Lors de la réunion du 31 mars 2009, la Commission des Finances et du Budget a désigné son président M. Laurent Mosar comme rapporteur et a examiné le projet de loi sous rubrique.

L'avis du Conseil d'Etat a été examiné lors de la réunion du 16 avril 2009.

Le projet de rapport fut analysé et adopté au cours de la réunion du 23 avril 2009.

*

2. POINTS SAILLANTS DU PROJET DE LOI

Le présent projet de loi fait partie du plan de relance de l'économie du Gouvernement en vue de faire face à la crise économique et de contribuer au redressement de l'économie nationale.

Initialement le projet de loi comportait deux articles: un premier article concernant le relèvement des seuils fixés par la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la Comptabilité et la Trésorerie de l'Etat à 40 millions d'euros, et un deuxième article prévoyant des changements ponctuels aux articles de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier qui régissent les systèmes de garantie des dépôts.

Dans son avis du 31 mars 2009, le Conseil d'Etat s'est opposé à une utilisation de la modification de l'article 80 de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'Etat comme support pour une modification de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier afin de changer le système de protection des déposants auprès d'établissements financiers.

Aussi a-t-il exigé que le deuxième volet fasse l'objet d'une loi séparée.

Article 1er

Aux termes de l'article 99 de la Constitution, „Aucune propriété immobilière de l'Etat ne peut être aliénée si l'aliénation n'en est autorisée par une loi spéciale. Toutefois une loi générale peut déterminer un seuil en dessous duquel une autorisation spéciale de la Chambre n'est pas requise. – Toute acquisition par l'Etat d'une propriété immobilière importante, toute réalisation au profit de l'Etat d'un grand projet d'infrastructure ou d'un bâtiment considérable, tout engagement financier important de l'Etat doivent être autorisés par une loi spéciale. Une loi générale détermine les seuils à partir desquels cette autorisation est requise.“

En réservant à une loi spéciale la „création au profit de l'Etat d'une route, d'un canal, d'un chemin de fer, d'un grand pont ou d'un bâtiment considérable“, le Constituant de 1868 voulait élargir au maximum les prérogatives de la Chambre des Députés par rapport au pouvoir exécutif.

La révision constitutionnelle du 16 juin 1989 opère une entorse à ce principe en laissant à la loi générale la faculté de définir un seuil au-delà duquel une loi spéciale serait requise.

En aval de cette révision constitutionnelle, le législateur avait fixé le seuil à partir duquel son autorisation serait requise à 7.500.000 euros pour toute aliénation d'une propriété immobilière appartenant à l'Etat, toute acquisition par l'Etat d'une propriété immobilière, toute réalisation au profit de l'Etat d'un projet d'infrastructure ou d'un bâtiment, et encore tout autre engagement financier, y compris les garanties de l'Etat.

Pour les acquisitions par l'Etat d'une propriété immobilière par enchères publiques, le seuil est fixé à 15.000.000 euros.

Les montants susmentionnés sont définis à l'article 80 paragraphe (1) de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le Budget, la Comptabilité et la Trésorerie de l'Etat, portant modification de la loi du 10 mars 1969 portant institution d'une inspection générale des finances et portant modification de la loi modifiée du 16 août 1966 portant organisation des cadres de la trésorerie de l'Etat, de la caisse générale de l'Etat et du service du contrôle de la comptabilité des communes et de certains établissements publics et correspondent à la valeur 503,26 de l'indice annuel des prix à la construction.

Le projet de loi sous rubrique a pour objet d'augmenter le seuil défini à l'article 80 paragraphe (1) de la loi précitée, d'un montant de 7.500.000 euros respectivement de 15.000.000 euros à un montant de 40.000.000 euros. En ce qui concerne le paragraphe (2) de l'article 80, la valeur „503,26“ de l'indice des prix annuel à la construction est remplacée par la valeur „669,88“ qui correspond à l'indice annuel des prix à la construction de l'année 2008.

En pratique, il s'est avéré que les seuils actuellement applicables sont relativement bas en ce qui concerne les projets de construction. L'on peut estimer que chaque nouvelle construction d'envergure moyenne de l'Etat nécessite le vote d'une loi d'autorisation, et même maintes rénovations et réhabilitations de constructions doivent passer par la procédure législative.

Toutes les dépenses de l'Etat figurent déjà dans les lois annuelles concernant le budget des recettes et dépenses de l'Etat, que ce soit dans le corps de texte lui-même ou dans les annexes sous forme de tableaux pluriannuels, et font donc l'objet d'une autorisation par le biais de ces lois.

Il est partant indiqué de prévoir les lois spéciales de financement uniquement pour des dépenses de très grande envergure (par exemple la construction d'un lycée), qui doivent évidemment faire l'objet de discussions approfondies.

Le relèvement des différents seuils à 40.000.000 euros permet ainsi de simplifier et d'accélérer la mise en chantier de bon nombre de projets d'investissements publics qui ne nécessitent dorénavant plus le vote par la Chambre des Députés d'une loi spéciale d'autorisation.

Article 2

Initialement le projet de loi sous rubrique comportait un second article portant modification de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier.

Aux fins de renforcer la protection des déposants dans le contexte actuel de crise financière, il était prévu d'apporter des changements ponctuels aux articles qui régissent les systèmes de garantie des dépôts. Ces changements avaient pour objet de préserver la confiance du public dans les banques et dans le filet de sécurité en place au Luxembourg. Ils visaient en outre à transposer certaines dispositions de la directive 2009/14/CE du Parlement européen et du Conseil du 11 mars 2009 modifiant la

directive 94/19/CE relative aux systèmes de garantie des dépôts en ce qui concerne le niveau de garantie et le délai de remboursement.

*

3. AVIS DE LA CHAMBRE DES METIERS

La Chambre des Métiers approuve le relèvement des seuils fixés par la loi modifiée du 8 juin 1999 à 40 millions d'euros.

Elle estime que les seuils actuellement applicables sont relativement bas en ce qui concerne les projets de construction. En fait, chaque nouvelle construction d'envergure moyenne de l'Etat nécessite le vote d'une loi d'autorisation, et même maintes rénovations et réhabilitations de constructions doivent passer par la procédure législative. Selon la Chambre des Métiers, le vote d'une loi spéciale devrait se limiter à des projets d'investissements de grande envergure. Pour les projets de moindre envergure et pour qu'un contrôle de la part de la Chambre des Députés reste assuré, la Chambre des Métiers propose d'inscrire ces projets dans la loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'Etat.

En ce qui concerne les modifications à apporter à la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier, la Chambre des Métiers remarque seulement que la crise financière a démontré l'importance d'un système de garantie des dépôts performant.

*

4. AVIS DE LA CHAMBRE DE COMMERCE

La Chambre de Commerce approuve le projet de loi sous rubrique. Elle tient à rappeler qu'elle est solidaire des intentions gouvernementales d'agir rapidement et de manière significative pour limiter les effets récessifs de la crise européenne et mondiale et salue globalement les mesures contenues dans le „Plan de conjoncture du Gouvernement“.

Elle note que l'augmentation des seuils va permettre de simplifier les procédures de mise en œuvre des projets de constructions et d'infrastructures. Elle estime cependant que le plein effet du relèvement des différents seuils est tributaire également des procédures administratives et d'autorisations préalables aux investissements. A cet égard, elle attend d'autres initiatives de la part du législateur et du pouvoir exécutif.

La Chambre de Commerce soutient aussi les objectifs visés à l'article 2 du présent projet de loi. Elle approuve en particulier les dispositions qui améliorent la sécurité juridique des dépôts qui sont nécessaires pour redonner confiance à tous les acteurs économiques et pour combattre les effets de la crise financière et économique. La Chambre de Commerce souligne encore la vitesse avec laquelle le projet de loi transpose certaines dispositions de la directive 2009/14/CE.

*

5. AVIS DE LA CHAMBRE DES SALARIES

La Chambre des Salariés approuve le projet de loi sous rubrique. Dans son avis du 2 avril 2009, elle tient néanmoins à relever que dans la loi annuelle concernant le budget des recettes et dépenses de l'Etat, les projets de dépenses étatiques ne sont que sommairement décrits. Elle note qu'il en est autrement si le Gouvernement doit concevoir une loi spéciale pour se voir autoriser un projet particulier. En effet, un tel projet sera analysé en détail dans la mesure où il passera tout le processus législatif et n'est pas noyé dans le budget étatique global. Or, le projet de loi sous rubrique supprime ce contrôle des projets étatiques d'envergure.

Pour cette raison et eu égard au fait que le présent projet de loi fait partie du package de projets de loi ayant pour objet de mettre en œuvre le plan de conjoncture du Gouvernement, la Chambre des Salariés estime que ces modifications devraient être limitées dans le temps et faire l'objet d'une évaluation dans un délai raisonnable.

En plus elle constate encore que le relèvement des seuils de 7.500.000 et 15.000.000 à 40.000.000 euros dépasse de loin l'adaptation de l'indice annuel des prix à la construction effectuée par le projet de loi.

*

6. AVIS DU CONSEIL D'ETAT

Dans son avis du 31 mars 2009, le Conseil d'Etat note que le projet de loi sous rubrique, de même que les projets de loi 6009 et 6010, s'inscrivent dans le contexte du plan de conjoncture que le Gouvernement entend mettre en œuvre pour lutter contre les effets de la crise économique et pour préparer l'après-crise. Selon la Haute Corporation, les projets s'adressent plus particulièrement au volet visant à soutenir l'activité des entreprises en accélérant l'investissement public.

Dès lors, le Conseil d'Etat ne voit pas la pertinence des arguments d'utiliser la modification de l'article 80 de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'Etat comme support pour une modification de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier afin de changer le système de protection des déposants auprès d'établissements financiers.

Même si la Haute Corporation partage la finalité d'une implication publique dans le système de garantie, elle est d'avis qu'on ne saurait dégager le secteur financier de sa responsabilité en la matière. Elle exige en plus que ce volet fasse l'objet d'une loi séparée qui sera traitée dans un avis à part.

En ce qui concerne le relèvement conséquent du seuil de 7.500.000 à 40.000.000 euros envisagé par le projet sous revue, le Conseil d'Etat estime que ce dernier soustrait au contrôle *ex ante* de la Chambre des Députés la plupart des projets d'investissement. Même si le pouvoir législatif pourrait refuser l'engagement de dépenses au profit de tel ou tel projet par le biais des autorisations budgétaires annuelles, le Conseil d'Etat tire l'attention sur le fait que le législateur ne sera désormais plus impliqué dans le détail de la planification. Il se demande en plus si l'intervention du législateur est la seule cause des retards que prend la réalisation des grands travaux publics.

Le Conseil d'Etat ne s'oppose pas au projet de loi sous rubrique tout en soulignant que l'avenir montrera si, affranchis de la tutelle législative, les projets d'investissements publics seront réalisés dans les délais impartis et dans les limites des enveloppes financières prévues.

Quant à la forme, le Conseil d'Etat propose de redresser l'intitulé du projet de loi sous avis. Alors que d'après l'article 100 de la loi du 8 juin 1999 „*La référence à la présente loi pourra se faire sous une forme abrégée en utilisant les termes „loi du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'Etat“* “ et compte tenu des observations du Conseil d'Etat concernant la modification de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier, l'intitulé du projet de loi sous rubrique se lira comme suit:

„Projet de loi portant modification de l'article 80 de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'Etat“.

Enfin, le Conseil d'Etat propose encore de reprendre le dispositif du projet de loi sous rubrique sous un „Article unique“.

*

7. TRAVAUX PARLEMENTAIRES

Faisant suite aux observations du Conseil d'Etat, la Commission des Finances et du Budget a décidé de scinder le projet de loi sous rubrique en deux lois séparées, l'une (No 6011A) traitant le volet de la modification de l'article 80 de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'Etat, l'autre (No 6011B) portant modification de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier.

La Commission se rallie également à la proposition du Conseil d'Etat de redresser l'intitulé du projet de loi et de reprendre le dispositif du projet sous un article unique.

En ce qui concerne la mise en place d'une procédure de contrôle par la Chambre des Députés pour les grands projets d'infrastructure par l'Etat qui n'atteignent pas le seuil des 40 millions d'euros prévu par le présent projet de loi, la Commission des Finances et du Budget fait sienne la proposition de la

Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire qui, dans sa réunion du 20 avril, a arrêté la procédure suivante:

1. Au 30 juin de l'année en cours au plus tard, le Ministère des Travaux publics présente à la Commission des Travaux publics de la Chambre des Députés une liste de projets prioritaires à construire par l'Etat au cours de l'exercice suivant, voire les exercices suivants, et susceptibles d'atteindre un coût d'au moins 10 millions d'euros, hors emprises. Cette liste comportera des projets émanant de divers Ministères, mais n'englobera pas les projets de construction auxquels l'Etat participe par l'intermédiaire d'une subvention (plafonnée). Le prix des projets figurant sur cette liste servira à donner un ordre de grandeur très approximatif de leur coût futur.
2. La Commission des Travaux publics examine cette liste. Elle prépare un avis et un débat au sein de la Chambre des Députés en tenant compte des avis (écrits) des Commissions concernées par certains projets (par exemple, de la Commission de l'Education nationale en cas de construction d'un établissement scolaire). Ce débat aura lieu chaque année au cours de la deuxième semaine d'octobre au plus tard.
3. Au cours du débat, la Chambre des Députés examine chaque projet de la liste et choisit les projets auxquels elle souhaite donner son accord de principe par voie de motion. Sur demande de cinq députés au moins, un projet spécifique peut faire l'objet d'une motion séparée. La liste finale des projets accordés figurera en tant qu'article budgétaire dans la loi budgétaire dont le vote permettra au Ministère des Travaux publics d'engager les frais nécessaires à des études en vue de l'établissement de l'avant-projet sommaire, de l'avant-projet détaillé, du dossier d'autorisation et le cas échéant, des cahiers des charges nécessaires pour la mise en adjudication publique, ainsi que du projet de loi.
4. Pour chaque projet dont le coût dépasse le seuil de 40 millions d'euros, le Ministère des Travaux publics déposera un projet de loi élaboré sur base d'un avant-projet détaillé.
5. Tous les six mois, le Ministre des Travaux publics présente le bilan financier des grands projets d'infrastructure à la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire.
6. Tout changement „important“ de programme survenant après le vote de la loi devra faire l'objet d'un nouvel examen par la Chambre des Députés.
7. Un nouveau projet de loi devra être déposé chaque fois que les dépenses pour un projet dépassent 5% du montant autorisé. Un dépassement inférieur à 5% du coût global doit être autorisé dans le cadre de l'approbation de la loi concernant les recettes et les dépenses de l'Etat pour l'exercice suivant.

La Commission des Finances et du Budget recommande que les dispositions de la procédure ci-dessus soient reprises dans le Règlement de la Chambre des Députés.

*

Compte tenu de ce qui précède, la Commission des Finances et du Budget recommande à la Chambre des Députés d'adopter le projet de loi dans la teneur qui suit:

*

**TEXTE PROPOSE PAR LA COMMISSION DES FINANCES
ET DU BUDGET**

PROJET DE LOI

**portant modification de l'article 80 de la loi modifiée du 8 juin 1999
sur le budget, la Comptabilité et la Trésorerie de l'Etat**

Article unique.– A l'article 80, paragraphe (1), points a), b), c), d) et e) de la loi modifiée du 8 juin 1999 a) sur le Budget, la Comptabilité et la Trésorerie de l'Etat, b) portant modification de la loi du 10 mars 1969 portant institution d'une inspection générale des finances, c) portant modification de la loi modifiée du 16 août 1966 portant organisation des cadres de la trésorerie de l'Etat, de la caisse générale de l'Etat et du service du contrôle de la comptabilité des communes et de certains établissements publics, le montant de 7.500.000.– euros respectivement de 15.000.000.– euros est remplacé par celui de 40.000.000.– euros.

Au paragraphe (2) de ce même article, la valeur „503,26“ de l'indice des prix annuel à la construction est remplacée par la valeur „669,88“ correspondant à l'indice annuel des prix à la construction de l'année 2008.

Luxembourg, le 23 avril 2009

Le Président-Rapporteur,
Laurent MOSAR

Service Central des Imprimés de l'Etat

6011A/02

N° 6011A²

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2008-2009

PROJET DE LOI

**portant modification de l'article 80 de la loi modifiée du 8 juin 1999
sur le budget, la Comptabilité et la Trésorerie de l'Etat**

* * *

**DISPENSE DU SECOND VOTE CONSTITUTIONNEL
PAR LE CONSEIL D'ETAT**

(19.5.2009)

Le Conseil d'Etat,

appelé par dépêche du Premier Ministre, Ministre d'Etat, du 14 mai 2009 à délibérer sur la question de dispense du second vote constitutionnel du

PROJET DE LOI

**portant modification de l'article 80 de la loi modifiée du 8 juin 1999
sur le budget, la Comptabilité et la Trésorerie de l'Etat**

qui a été adopté par la Chambre des députés dans sa séance du 13 mai 2009 et dispensé du second vote constitutionnel;

Vu ledit projet de loi et l'avis émis par le Conseil d'Etat en sa séance du 31 mars 2009;

se déclare d'accord

avec la Chambre des députés pour dispenser le projet de loi en question du second vote prévu par l'article 59 de la Constitution.

Ainsi décidé en séance publique du 19 mai 2009.

Le Secrétaire général,
Marc BESCH

Le Président,
Alain MEYER

Service Central des Imprimés de l'Etat

Document écrit de dépôt

PI 6011 A

Dépôt: Mme Colette Flesch,

au nom

- de la Commission du Contrôle de l'exécution
budgétaire

- de la Commission des Finances et du Budget

13.05.2009

1

Résolution

La Chambre des Députés,

considérant l'adoption du projet de loi portant modification de l'article 80 de la loi modifiée du 8 juin 1999 qui porte le seuil au-dessus duquel doit être autorisé par une loi toute aliénation d'une propriété immobilière appartenant à l'Etat, toute acquisition par l'Etat d'une propriété immobilière, toute réalisation au profit de l'Etat d'un projet d'infrastructure ou d'un bâtiment, et encore tout autre engagement financier, y compris les garanties de l'Etat, de 7.500.000 à 40.000.000 euros,

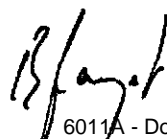
considérant le bien-fondé en cette période de crise économique du souci de simplifier les procédures pour permettre à l'Etat de hâter la réalisation de projets d'envergure et d'encourager ainsi l'activité économique,

considérant, toutefois, la nécessité d'assurer un contrôle parlementaire adéquat et du choix des priorités en matière de projets d'infrastructure et de la réalisation de ces projets,

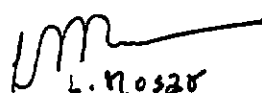
considérant l'adoption de versions révisées des procédures à suivre en matière de préparation et de présentation de nouveaux projets d'infrastructure dans les domaines des travaux publics et des infrastructures ferroviaires par la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire le 20 avril 2009, en accord avec les Ministres concernés,

- approuve les procédures ainsi mises au point et reprises en annexe,
- invite la Commission du Règlement à veiller à l'incorporation desdites procédures au Règlement de la Chambre des Députés.

Colette Flesch

B. Faout



R. N. 0328



R. NEHLEN



R. N. 0328

Procédure¹ à suivre en matière de préparation et de présentation de nouveaux projets d'infrastructure

En matière de construction de grands projets d'infrastructure par l'Etat, la procédure suivante sera suivie à l'avenir:

1. Au 30 juin de l'année en cours au plus tard, le ministère des Travaux publics présente à la Commission des Travaux publics de la Chambre des Députés une liste de projets prioritaires à construire par l'Etat au cours de l'exercice suivant, voire les exercices suivants, et susceptibles d'atteindre un coût d'au moins 10 millions d'euros, hors emprises. Cette liste comportera des projets émanant de divers ministères, mais n'englobera pas les projets de construction auxquels l'Etat participe par l'intermédiaire d'une subvention (plafonnée). Le prix des projets figurant sur cette liste servira à donner un ordre de grandeur très approximatif de leur coût futur.
2. La Commission des Travaux publics examine cette liste. Elle prépare un avis et un débat au sein de la Chambre des Députés en tenant compte des avis (écrits) des Commissions concernées par certains projets (par exemple, de la Commission de l'Education nationale en cas de construction d'un établissement scolaire). Ce débat aura lieu chaque année au cours de la deuxième semaine d'octobre au plus tard.
3. Au cours du débat, la Chambre des Députés examine chaque projet de la liste et choisit les projets auxquels elle souhaite donner son accord de principe par voie de motion. Sur demande de cinq députés au moins, un projet spécifique peut faire l'objet d'une motion séparée. La liste finale des projets accordés figurera en tant qu'article budgétaire dans la loi budgétaire dont le vote permettra au ministère des Travaux publics d'engager les frais nécessaires à des études en vue de l'établissement de l'avant-projet sommaire, de l'avant-projet détaillé, du dossier d'autorisation et le cas échéant, des cahiers des charges nécessaires pour la mise en adjudication publique, ainsi que du projet de loi.
4. Pour chaque projet dont le coût dépasse le seuil de 40 millions d'euros, le ministère des Travaux publics déposera un projet de loi élaboré sur base d'un avant-projet détaillé.
5. Tous les six mois, le ministre des Travaux publics présente le bilan financier des grands projets d'infrastructure à la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire.
6. Tout changement important de programme survenant après le vote de la loi devra faire l'objet d'un nouvel examen par la Chambre des Députés.
7. Un nouveau projet de loi devra être déposé chaque fois que les dépenses pour un projet dépassent 5% du montant autorisé. Un dépassement inférieur à 5% du coût global doit être autorisé dans le cadre de l'approbation de la loi concernant les recettes et les dépenses de l'Etat pour l'exercice suivant.

¹ Procédure décidée par la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire et des Comptes au cours de la réunion du 20 avril 2009

Procédure¹ à suivre en matière de préparation et de présentation de nouveaux projets d'infrastructure ferroviaire

En matière de construction de grands projets d'infrastructure par l'Etat, la procédure suivante sera suivie à l'avenir:

1. Au 30 juin de l'année en cours au plus tard, le ministère des Transports présente à la Commission des Transports de la Chambre des Députés une liste de projets prioritaires à construire à charge du Fonds du Rail au cours de l'exercice suivant, voire les exercices suivants, et susceptibles d'atteindre un coût d'au moins 10 millions d'euros, hors emprises. Le prix des projets figurant sur cette liste sert à donner un ordre de grandeur très approximatif de leur coût futur.
2. La Commission des Transports examine cette liste. Elle prépare un avis et un débat au sein de la Chambre des Députés en tenant compte des avis (écrits) des Commissions éventuellement concernées par certains projets (par exemple, de la Commission des Travaux publics dans le cas d'un projet d'investissement comportant à la fois un volet ferroviaire et un volet routier). Ce débat aura lieu chaque année au cours de la deuxième semaine d'octobre au plus tard.
3. Au cours du débat, la Chambre des Députés examine chaque projet de la liste et choisit les projets auxquels elle souhaite donner son accord de principe par voie de motion. Sur demande de cinq députés au moins, un projet spécifique peut faire l'objet d'une motion séparée. La liste finale des projets accordés figure dans la loi budgétaire dont le vote permettra au ministère des Transports d'engager les frais nécessaires à des études en vue de l'établissement de l'avant-projet sommaire, de l'avant-projet détaillé, du dossier d'autorisation et le cas échéant, des cahiers des charges nécessaires pour la mise en adjudication publique, ainsi que du projet de loi.
4. Pour chaque projet dont le coût dépasse le seuil de 40 millions d'euros, le ministère des Transports déposera un projet de loi élaboré sur base d'un avant-projet détaillé.
5. Tous les six mois, le ministre des Transports présente le bilan financier des projets d'infrastructure dépassant 10 millions d'euros à la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire.
6. Tout changement important de programme survenant après le vote de la loi devra faire l'objet d'un nouvel examen par la Chambre des Députés.
7. Un nouveau projet de loi devra être déposé chaque fois que les dépenses pour un projet dépassent 5% du montant autorisé. Un dépassement inférieur à 5% du coût global doit être autorisé dans le cadre de l'approbation de la loi concernant les recettes et les dépenses de l'Etat pour l'exercice suivant.

¹ Procédure décidée par la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire et des Comptes au cours de la réunion du 20 avril 2009

6003,6004,6006,6007,6008,6009,6011A,6011B,6012



RECUEIL DE LEGISLATION

A — N° 122

4 juin 2009

S o m m a i r e

Loi du 29 mai 2009 instituant un régime temporaire d'aide au redressement économique ...	page 1730
Loi du 29 mai 2009 instituant un régime temporaire de garantie en vue du redressement économique	1732
Loi du 29 mai 2009 portant modification de la loi du 17 février 2009 portant	
1. modification de l'article L.511-12 du Code du Travail;	
2. dérogeant, pour l'année 2009, aux dispositions des articles L.511-5, L.511-7 et L.511-12 du Code du Travail	1736
Loi du 29 mai 2009 portant modification de la loi modifiée du 16 août 1967 ayant pour objet la création d'une grande voirie de communication et d'un fonds des routes	1737
Loi du 29 mai 2009 portant	
1. transposition en droit luxembourgeois en matière d'infrastructures de transport de la directive 97/11/CE du Conseil du 3 mars 1997 modifiant la directive 85/337/CEE concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement	
2. modification de la loi du 22 mai 2008 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement	
3. modification de la loi du 19 janvier 2004 sur la protection de la nature et des ressources naturelles	1738
Loi du 29 mai 2009 modifiant la loi du 19 décembre 2008 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'Etat pour l'exercice 2009	1742
Loi du 29 mai 2009 portant modification de l'article 80 de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le Budget, la Comptabilité et la Trésorerie de l'Etat	1744
Loi du 29 mai 2009 portant modification de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier	1744
Loi du 29 mai 2009 portant abolition de l'obligation de fournir une copie certifiée conforme d'un document original	1745